



Évaluation des programmes Oxfam GB à l'Est du Tchad

Terms of Reference

Oxfam GB Programme Evaluation

December 2009

Commissioned by: Oxfam GB

Evaluators: Bernard Crenn

Termes de référence Evaluation du programme Oxfam GB à l'Est du Tchad

Avril 2004 – Octobre 2009

Octobre 2009

1. INTRODUCTION

Les raisons qui motivent cette évaluation sont par rapport à la pertinence de la modalité du programme 1) approvisionnement en eau potable, mise en place de mesures d'assainissement optimales et adoption d'habitudes hygiéniques, dans un contexte de crise humanitaire avec des personnes réfugiées et les personnes déplacées internes, afin d'éviter l'apparition d'épidémies dans les 12 camps de réfugiés et les sites de déplacées autour de Goz Beida et Kerfi ainsi que les populations hôtes. 2) EFSL – projet d'urgence sur les sites de déplacées pour répondre aux besoins des personnes vulnérables, afin d'améliorer-leur conditions de vie. 3) Le projet de Protection en faveur des femmes et personnes vulnérables sur les sites de déplacées, la population hôte et les réfugiés.

L'évaluation devrait nous permettre de savoir si cette modalité d'intervention est encore pertinente dans les camps de réfugiés, les sites de déplacées/villages de retour et la population hôte, et de connaître les éléments et procédures à améliorer au cas ou un prochain projet serait réalisé dans la région.

2.- CONTEXTE ET DÉTAILS SUR LE PROJET

La région soudanaise de Darfour, avec une population d'environ six millions d'habitants, est le théâtre d'affrontements comprenant d'une part, le Gouvernement du Soudan et les milices locales Janjaweed et, d'autre part, l'Armée de libération du Soudan (SLA) et le Mouvement Justice et Equité (JEM). Il s'agit d'un conflit complexe et correspondant au manque de ressources naturelles et à la marginalisation économique de certains groupes et ethnies. Ce conflit armé qui a débuté en 2003 a provoqué jusqu'à présent 300.000 morts, 1 million de déplacés internes et 200.000 réfugiés sur le long de toute la région Est du Tchad (600km) longeant la frontière avec Darfour, les Régions de Assongha et Dar Sila et la région de Ouaddai ; au début de 2005 il y avait un total de 12 camps accueillant la population réfugiées, coordonnés par l'UNHCR et gérés par les différentes agences et organisations humanitaires présentes dans la zone. Quatre ans plus tard, le conflit de Darfour continue sans que l'on en voit la fin et il y a encore 230.000 réfugiés vivant dans 12 camps, repartis le long de l'axe Nord, centre et sud de toute la zone frontalière de l'Est du Tchad.

En parallèle, depuis 2005, la crise politique et sécuritaire que connaît l'Etat tchadien est interne. Elle n'a pas été causée mais a simplement été exacerbée par son voisin soudanais. Depuis 1990 le pouvoir a été monopolisé par un clan de militaires Zaghawa avec à sa tête Idriss Deby Itno, menant à une aggravation des violences politiques et sociales, une détérioration des relations intercommunautaires, et un favoritisme clanique dans la distribution des ressources de l'Etat. Ni le retour au multipartisme en 1990, ni l'augmentation des revenus de l'Etat grâce à la manne pétrolière depuis 2004, ni les

processus électoraux soutenus par les alliés occidentaux du Tchad n'ont permis d'apporter la démocratie ou d'améliorer le système de gouvernance du pays.

En parallèle, depuis fin 2005, la situation politique au Tchad, et en particulier à l'Est du pays, s'est dégradée. Plusieurs groupes armés d'opposition (FUC, UFDD, RAFD,...) ont progressivement augmenté leurs activités, rendant la situation de sécurité plus précaire. Les populations, réfugiées ou locales, de même que les organisations humanitaires, n'ont pas été visées par les actions de ces groupes, cependant leur opposition avec les forces gouvernementales a entraîné des périodes d'insécurité accrue qui ont obligé les organisations humanitaires à réduire, voir interrompre momentanément, leurs activités.

Le 13 Avril 2006, la capitale N'Djamena a été attaquée par le groupe rebelle du Front Uni pour le Changement (FUC) de Mahamat NOUR ABDELKERIM. Les combats dans les faubourgs de la capitale ont été particulièrement violents entre les Forces armées tchadiennes et les forces armées d'opposition. Selon certaines sources, le bilan des combats d'avril 2006 serait d'environ 300 morts et de plusieurs centaines de blessés. L'aide militaire française au nom de l'Accord de coopération militaire entre la France et le Tchad de 1986 semble avoir été décisive quant à l'issue des combats.

A partir de fin 2006 et jusqu'au démarrage de la saison des pluies 2007, des attaques attribuées aux Janjaweed soudanais et en même temps des conflits inter-ethniques Tchadien dans des villages, ont entraîné le déplacement interne de 180.000 personnes dans l'Est du Tchad. Ces déplacés ont été progressivement pris en charges par les ONG déjà présentes sur place, et se sont installés dans une trentaine de sites. Il semble que les assaillants ne soient pas que des Janjawees soudanais, mais un mélange d'individus issus de plusieurs ethnies présentes au Tchad et au Soudan. L'hypothèse d'un lien avec les groupes armes d'opposition tchadiens existe, de même que celle d'une évolution du contexte tchadien semblable à celle du Darfour¹.

Le 25 octobre 2007, un accord de paix a été signé entre le gouvernement et les groupes armés d'opposition (le Front Uni pour le Changement - FUC, Alliance Démocrate Résistants - ADR, le Rassemblement Démocratique Tchadiens - RDT, l'Union du Peuple Tchadien pour la Reconstruction Nationale - UPTRN). Cet énième accord, comme la plupart des accords signés entre Idriss DEBY ITNO et les groupes armes d'opposition, n'a pas tardé à montrer ses limites et les combats ont repris dès la fin du mois d'octobre 2007 à l'Est du pays, près des camps de réfugiés soudanais et de déplacés tchadiens.

En février 2008 après une progression rapide depuis Abéché, à l'Est du pays, l'assaut des rebelles a atteint la capitale. Les rebelles sont entrés dans N'djamena par le nord de la ville, le 2 février 2008, où de violents combats se sont engagés jusqu'au lendemain. Des éléments du Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) de Khalil IBRAHIM (Groupe d'opposition du Darfour) est arrivé à N'djamena le 3 février en provenance de l'est, pour appuyer l'Armée de Deby. Les destructions et les violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire que la LTDH a pu recueillir et constater lors des combats et après le retrait des groupes d'opposition armés sont documentées dans un rapport « *Rapport de La Commission d'Enquête sur les événements survenus en République du Tchad du 28 janvier au 8 février 2008 et leurs conséquences. Adopté le jeudi 31 juillet 2008* »

¹ Voir l'analyse réalisée dans le document : *Tchad-Darfour : enjeux transfrontaliers et exportation au Tchad du conflit du Darfour* ; Jérôme Tubiana ; Novembre 2006

Malgré la signature récente de l'accord de paix de Doha le 3 mai 2009 et la lente mise en œuvre de l'accord de Dakar du 13 mars 2008, un climat d'insécurité et d'instabilité persiste, entraînant des évacuations régulières de travailleurs humanitaires qui réduisent les services humanitaires de base auprès des populations concernées²

MINURCAT

La résolution 1778 du Conseil de sécurité de l'ONU, approuvée en septembre 2007, a établi une présence multinationale au Tchad qui ne comprenait pas de soldats de maintien de la paix et qui ne détenait pas de mandat politique. La Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) comprenait des observateurs des droits humains et des conseillers juridiques pour promouvoir l'Etat de droit, une section des affaires civiles et politiques pour favoriser la réconciliation locale et une unité de policiers pour aider à professionnaliser le système carcéral, mais pas de troupes de combat. En 2008 à 2009 (j'ai pas compris ? de 2008 à 2009 ?), au lieu de casques bleus, la Force militaire de l'Union européenne dans l'Est du Tchad et dans le nord-est de la République Centrafricaine (EUFOR Tchad/RCA) comprenait le bras armé de la force. J'ai pas compris

En septembre 2008, la résolution 1834 du Conseil de sécurité a prolongé le mandat de la MINURCAT de six mois. En janvier 2009, la résolution 1861 du Conseil de sécurité de l'ONU a remplacé les 3 400 soldats EUFOR au Tchad par 5 200 soldats de maintien de la paix de l'ONU et a prolongé d'un an le mandat de la force, jusqu'au 15 mars 2010

PROGRAMME OXFAM GB

Depuis 2004 Oxfam GB a installé les systèmes d'adduction d'eau, d'assainissement et de promotion à l'hygiène, dans 8 des 12 camps de réfugiés et sur les cinq sites de déplacés autour de Goz Beida. Oxfam GB possède une grande connaissance du contexte de la zone, suite à plus de 5 ans d'expérience, et connaît bien la problématique des camps grâce à son programme actuel.

La prévention des maladies est l'objectif principal du programme WaSH. Les camps, ayant une masse importante de personnes, ont besoin de structures minimales pour couvrir les besoins en eau et en hygiène de toutes les personnes et cela doit être fait en préservant au maximum l'environnement. La phase de mise en place dans un camp est aussi importante que la phase de maintenance. Afin de garantir un impact positif en terme de santé publique, les infrastructures requièrent un suivi et une maintenance indispensable. Oxfam GB a transféré les camps aux partenaires, qui assument la gestion des camps en termes d'eau, d'assainissement et de promotion d'hygiène. Lors de cette seconde phase avec le défi de maintenir les infrastructures d'eau et d'assainissement en bonnes conditions, grâce à une implication maximum des réfugiés et personnes déplacées pour la réalisation et les tâches relatives à l'hygiène il s'est avéré nécessaire de travailler sur l'autonomisation des camps et des sites en systèmes d'adduction d'eau. Actuellement, en partenariat avec l'UNHCR, Oxfam GB a un programme d'amélioration

² IASC Consolidated Appeal Mid Term Review (CAP) Juin 2009

des systèmes d'adduction d'eau afin de permettre une autonomisation, soutenu par un programme de formation et renforcement de capacités en assainissement et promotion d'hygiène.

Depuis la fin de 2005 la situation de sécurité à la frontière entre le Tchad et le Soudan s'est considérablement détériorée. Ceci a provoqué, d'une part, de nouveaux mouvements de réfugiés venant de Darfour, ainsi que d'importants déplacements de déplacés internes (IDP) allant des zones les plus insécurisées de la frontière vers l'intérieur.

Durant l'année 2006 de nouveaux flux de réfugiés vers les camps de l'axe central se sont produits avec une moyenne de 150 à 200 nouveaux réfugiés par jour. Oxfam GB a été appelé pour fournir un système d'adduction d'eau, construire les latrines et la mise en place d'un programme de soutien en promotion d'hygiène, pour accueillir ces nouveaux arrivés sur le camp de Gaga. Puis en 2008 il y a eu des nouveaux arrivés dans les camps autour de Guéreda, Mile et Kounoungou, qui a mis énormément de stress sur l'approvisionnement en eau. De nouveaux Oxfam GB été appelé pour assister a identifier et renforcer les systèmes d'adduction d'eau.

Compte tenu de la situation de crise humanitaire aiguë dans la zone, même avant l'arrivée des réfugiés (l'est du Tchad est 171 sur 178 sur les indicateurs index humain de développement HDI) Oxfam GB a toujours cherché à tenir en compte les besoins en eau potable, en assainissement et promotion d'hygiène de la population hôte. En 2005/2006 OGB a effectué plus de 30 forages équipés de pompes manuelles et entretenues par les équipes de gestion villageoise dans les alentours des camps de Kounoungou, Bredjine, Treguine, Farchana et Gaga. En 2007 lors de la réfection du système d'adduction d'eau de Djabal, Oxfam GB a fait des travaux d'amélioration sur le système de la ville, pour assurer un approvisionnement en eau potable à la population de la ville de Goz Beida. Le programme pour les personnes déplacées internes autour de Goz Beida et Kerfi a aussi cherché à inclure la population hôtes.

Suite a l'arrivée massive des populations déplacées autour de Goz Beida et a Kerfi en 2006/2007, Oxfam GB s'est engagé a la mise en place des systèmes d'adduction d'eau, assainissement et promotion d'hygiène pour les 55,000 personnes déplacées. Ce programme était soutenu par un programme Protection, qui a identifié les besoins aigus en sécurité alimentaire. En 2008 Oxfam GB a lancé un programme EFSL pour soutenir les personnes les plus vulnérables en moyens d'existence.

Les activités du programme EFSL se centraient autour du soutien pour la population des IDPs avec un appui de renforcement des capacités techniques pour d'autres partenaires opérationnels. Le Programme EFSL avait pour objectif d'améliorer l'utilisation de la nourriture, d'offrir la Protection aux femmes et jeunes filles avec une amélioration d'accès à la nourriture et un revenu, et en même temps le programme contribuait aux inter action sociales entre les communautés hôtes et les IDPs. Un dernier objectif important est le renforcement des capacités (une ONG nationale et les services étatiques – ONDR).

Le projet avait pour but de cibler les femmes qui sont arrivées seules suite au déplacement et qui étaient obligées de subvenir à tous les besoins de la famille et de la communauté. Par conséquent elles étaient dans l'obligation de faire des travaux

différents de ceux originaux dans leurs villages et de s'éloigner du site, ce qui les exposaient à toutes formes d'abus. Par exemple les femmes et les filles qui sortaient du site pour chercher le bois de chauffe et la paille pour construire les toits des 'tukuls', étaient obligés de se déplacer dans les zones d'insécurité.

Le projet a pourvu des activités génératrices de revenu et des tontines qui permettaient aux femmes de travailler plus près du site et de bénéficier d'une structure et cohésion communautaire pour la vente des produits. Les activités de génératrice de revenu ont aussi maintenu les femmes proches de leurs enfants. En même temps dans le programme de Protection les jeunes hommes ont bénéficié d'une formation en couture qui leurs a donné une source de revenu autre que s'inscrire dans les forces armées.

Les activités ont inclu toutes les communautés affectées par le conflit, population hôtes et populations déplacées et ont contribué ensemble à une amélioration dans la relation entre les communautés. Ces nouvelles activités ont assuré un niveau élevé de revenu et une réduction de l'implication des bénéficiaires dans les activités illégales..

Les trois programmes, PH, EFSL et Protection ont travaillé ensemble pour améliorer la sécurité des femmes et des filles, en pourvoyant des latrines familiales et des points d'eau protégés par la sécurité du site.

2.1. Objectifs, activités, budget, durée et bénéficiaires des Projets (Djabal et Goz Amer)

Durée du projet : 1 Avril 2004 / 31 décembre 2009

Bénéficiaires :

Le nombre total de bénéficiaires directs est de 325,000 personnes soit :

- 230,000 réfugiés
- 55,000 IDP's
- 40,000 populations hôtes (host community projet 2005/6 ; Goz Beida 2006/7, Kerfi 2007/9)

Budget :

2004 – 2005	£4,210,000
2005 – 2006	£3,322,000
2006 – 2007	£3,635,000
2007 – 2008	£3,676,000
2008 – 2009	£3,723,000

Les bailleurs de fonds principaux pendant ces périodes : Oxfam GB fonds propres (Unrestricted, Cat Fund, Appeal), ECHO, DEC, DFID, UNICEF, UNHCR, CIDA, SIDA, CCUK et membres de Oxfam International (Oxfam Australie, Oxfam Hong Kong, Oxfam New Zealand, Oxfam Ireland, Oxfam Allemagne).

Objectif Général

L'Objectif Général du Programme est d'assurer aux personnes affectées par le conflit à l'est du Tchad le droit de vivre dans la dignité.

Objectif spécifique

L'objectif spécifique est de s'assurer que la communauté humanitaire répond aux droits et aux besoins des bénéficiaires. Oxfam GB priorise les interventions en eau, assainissement, protection et EFSL. Depuis 2008 une cible supplémentaire est le renforcement des capacités des autres acteurs, par exemple autres ONGs et les autorités locales.

Résultats attendus :

- 100,000 conflict-affected people have access to a sufficient quantity and quality of water for drinking, cooking, personal and domestic hygiene, as per SPHERE standards.
- 100,000 conflict affected people have access to adequate and safe sanitary and waste facilities and locations are clean, well drained and maintained
- 100,000 conflict affected people have a greater capacity to manage their own health through equitable access to resources and improved knowledge of good health and hygiene practices
- 100,000 conflict affected households reduce the deterioration of their livelihoods, their dependency on food aid and improve their access to food and cash
- Increased public health sector capacity, by supporting, training, collaborating and spreading lessons learned to others.
- Improved public health systems for conflict affected populations, with an emphasis on sustainability and beneficiaries' participation.
- Maintained minimal sector capacity in Eastern Chad in order to respond to changing situations within a fluid context

2.2. Etat actuel du projet

Goz Beida

Les Programmes EFSL et Protection ont termine fin juillet 2009, mais l'ONG nationale Future Porte du Tchad continue avec les Tontines et les AGR sur les sites des personnes déplacées. L'ONDR a repris l'implémentation des activités agricoles et le grenier des semences.

Actuellement le programme PH aux 5 sites de déplacées est en état de consolidation avec les finitions des infrastructures pour assurer les indicateurs SPHERE agréé par le cluster selon les normes et le contexte. En accord avec la stratégie de sortie prévue pour fin décembre, la passation s'est fait entre OGB le district sanitaire et la délégation hydraulique. Compte tenu du retard sur le programme, la faiblesse des partenaires et leur arrivée tardive sur le terrain le programme des finitions, la passation et le renforcement des capacités subis des retards avec des implications sur la qualité du programme. **Il s'avère nécessaire que l'évaluation en ressort des recommandations pour le suivi de ce programme en 2010.**

TAST

Les équipements sont maintenant arrivés sur le terrain et le staff clé est recruté. Ce programme a aussi subi des retards dû aux contraintes logistiques et aux relations complexe en 'Ways of Working' avec le HCR. Et la protection ? La protection est transversales avec TAST jusqu'à fin novembre 2009 et a subi les mêmes complications et retard. L'analyse sur la protection à l'est du Tchad sera disponible à la fin de l'année La situation est en bonne voie d'amélioration mais **il s'avère nécessaire que l'évaluation en ressort des recommandations pour le programme 2010.**

3. OBJECTIFS DE L'EVALUATION

3.1. Connaître le niveau de réalisation de l'objectif spécifique, des résultats de l'intervention et leur impact sur la santé et bien être des bénéficiaires.

3.2. Analyser en profondeur les stratégies communautaires mises en place afin de pouvoir aller vers une stratégie qui vise l'autonomisation des camps et sites (avec une implication et appropriation majeure des réfugiés, personnes déplacées et population hôte mêmes aux tâches de maintenance).

3.3 Analyser la valeur ajoutée de la présence et les programmes OGB au Tchad.

3.4 Tirer des leçons pour la stratégie 2010

4. DIFUSION ET UTILISATION

Le rapport de cette évaluation sera soumis à ECHO, autres bailleurs comme convenu, la région, le département humanitaire et aux équipes de travail OGB sur le terrain.

Une session de restitution sera faite au Tchad afin de pouvoir réorienter les projets l'année prochaine si nécessaire

5. CRITERES D'EVALUATION

L'évaluation du programme se fera sur les 6 critères suivants. Afin de guider et d'orienter l'analyse, nous proposons des questions clés indicatives (**non exhaustives**) pour certains critères.

1. Impact :

- Identifier les changements prévus et non prévus ainsi que les conséquences négatives si elles existent

Questions clé :

Impact sur la santé ? Maladies liées à l'eau ?

Des indices de changements de comportements par rapport à l'hygiène ?

Latrines familiales avec des équipes payantes. Comment s'est fait ce choix ?

Impact ?

L'assainissement en général, impact sur la communauté bénéficiaire ?

Participation communautaire et création comités waSH vis-à-vis des postes payés

genre gardien point d'eau ? Quelles réactions est-ce que ça a généré ? Prise en charge partielle des infrastructures ?

Discrimination positive au moment du choix de certains postes en priorisant les femmes (au moins avec un pourcentage 50%) dans certains postes payés ?

Impact au sein de la famille ?

Impact du projet WaSH vis-à-vis des populations autour des camps (des IDPs villages autochtones)

Impact du projet EFSL – qu'est ce qui a bien fonctionné ? Risques/menaces ? Identification des bénéficiaires – était-il bien fait ? Est ce que leur qualité de vie s'est bien améliorée ?

Impact du projet Protection – besoins identifiés/besoins couverts ? Impact sur la communauté et notamment les femmes et les jeunes en termes de menaces/risques ?

Durabilité du programme au delà du départ d'Oxfam GB ?

2. Pertinence :

- Mesurer la pertinence du projet WASH, par rapport aux besoins des bénéficiaires.

Questions clé :

Le projet répond à des besoins réels ? Pertinence des infrastructures construites/réhabilitées ?

Pertinence de la stratégie OGB (passation aux partenaires)

Est-ce que les aspects sociaux et de contexte sont bien pris en compte afin de rendre les infrastructures adaptées et ainsi répondre vraiment aux besoins ?

Eau pour le bétail? Besoin couvert?

Pertinent vis-à-vis de l'approche de genre?

Sécurité des points d'eau ?

3. Durabilité :

- Analyser la durabilité des activités et des infrastructures construites ou réhabilitées

Questions clé :

Est-ce que les aspects durabilité ont été pris en compte dans la mise en place des infrastructures ?

Eventuelle surexploitation des aquifères pris en compte ? Mesures de prises ?

Y a-t-il des mécanismes mis en place afin d'aller vers une gestion et maintenance plus autonome par les mêmes bénéficiaires de toute infrastructure mise en place ?

Durabilité du programme au-delà du départ d'Oxfam GB ?

Recommandations pour des solutions durables.

L'adoption des comportements sains et hygiéniques ?

Les partenaires (ONGI, Tchadiens et Réfugiés Soudanais) intègrent ils cette approche d'automatisation et de durabilité des infrastructures ?

4. Participation :

- Identifier le niveau de participation des bénéficiaires dans toutes les étapes du projet (définition, mise en place et évaluation). Exploiter également le degré d'implication des autres acteurs au camp, sur les sites et parmi les populations hôtes. Et quel est le degré de participation/information des acteurs locaux (autorités locales, délégations de l'hydraulique...)

5. Efficience / Efficacité :

- Ressortir les résultats obtenus (y compris leur rapport coût efficacité)
- Mesurer et analyser les écarts entre les activités réalisés et les prévues

Quels ont été les points forts et points à améliorer?

Impact de la stratégie de sortie et sa gestion

6. Valeur ajoutée :

- Faire ressortir la valeur ajoutée de Oxfam GB par rapport à la gestion de ce projet.

Question clé : Par rapport à d'autres organisations ou approches quelles sont les choses qui donnent un avantage comparatif à OGB et qu'il serait bon de développer ? Synergie avec projets Protection et EFSL?

6. SOURCES D'INFORMATION EXISTANTES

L'information nécessaire sera disponible aux bureaux OGB à Abéché et sur le terrain

7. IMPLICATION DES PARTIES INTERESSÉS

Dans cette évaluation participeront différents acteurs et groupes pour ce qui est du conseil technique, design des recommandations. L'évaluateur/trice aura différents entretiens avec les suivants interlocuteurs :

- Oxfam GB, la directrice pays basée à Abéché, le Programme Manager à Goz Beida, Le Coordinateur WaSH du TAST, ainsi que toute l'équipe technique responsable de l'exécution technique du projet ci-inclus la Protection, EFSL..
- Responsables de la gestion des camps et Secteur WaSH du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) à Abéché et N'djamena.
- ONGs Responsables de la gestion de camps et sites de déplacées.
- Responsables de la gestion des sites de déplacées (Eau et Assainissement) de Oxfam Grande Bretagne (OGB) à Goz Beida.
- Les agences UN (UNICEF, PAM, FAO, UNFPA, OCHA) et autres organisations humanitaires – Concern Worldwide, World Concern, IRD, Intersos, Coopi, ACTED, IRC, CARE, SECADEV, AFRICARE, Intermon Oxfam, La CRT et Fédération de la Croix Rouge, Future Portes du Tchad.
- Autorités en charge des secteurs eau, santé, ONDR et délégation d'élevage, Comite d'adduction d'eau Goz Beida, Comite de gestion des points d'eau sur les sites des personnes déplacées et les villages hôtes (Farchana, Hadjar Hadid, Amleyouna, Guereda)

- Représentants des bénéficiaires (Comités des Vulnérables, Les Oumdas, Les Souchies) dans les camps de réfugiés et sur les sites de déplacés.
- Les bailleurs de fonds présent dans le pays : UNICEF, UNHCR, ECHO, SDF

8. METHODOLOGIE

La méthodologie sera participative et assurera la collaboration effective des membres de Oxfam GB, HCR, autres ONG impliquées, représentants les réfugiés, et les bénéficiaires.

Le coordinateur de cette évaluation sera Pauline Ballaman, Directrice Pays, Tchad

Les différentes phases du processus d'évaluation seront :

- Révision et recherche d'information secondaire auprès d'autres acteurs
- Elaboration d'une méthodologie détaillée pour collecter des données sur la santé, la vulnérabilité et la protection
- Les entretiens à tenir avec les différents groupes, acteurs.
- Les enquêtes, groupes de discussion à organiser
- Observations
- Valorisation du travail de Oxfam GB par d'autres organismes internationaux, leaders des réfugiés, autorités locales.

Une réunion de restitution sera réalisée au niveau de Tchad.

9. CALENDRIER ET PLAN DE TRAVAIL

Durée total projet : 5 semaines

Terrain : 3 semaines (minimum)

Préparation et rédaction (ou autres): 2 semaines

Démarrage : 3 novembre

Démarrage sur le terrain: 9 novembre 2009

Remise première draft: 4 décembre 2009

Amendement : 4 au 6 décembre 2009

Restitution /amendements: 7 décembre 2009

Envoi du rapport restitué en version électronique: 8 décembre 2009

Rapport final :

- Rapports produits (draft et final) seront envoyés simultanément à Oxfam GB et ECHO en deux (2) copies
- En plus de la version du rapport imprimé en deux copies, la version électronique du document devra être remise à Oxfam GB.

10. RAPPORT FINAL

Le rapport final sera écrit en français et aura entre 30-50 pages avec le format suivant:

Préliminaires

Page avec le titre et la date du rapport.

Liste du contenu avec le numéro de page

Acronymes

Cartes

Sommaire du rapport

Rapport

Introduction (expliquant la motivation pour l'évaluation, objectif du rapport, approche, méthode, composition de l'équipe, contraintes)

Contexte où se développe le projet, contexte humanitaire et réponse.

Résultats

Conclusions

Recommandations

Annexes

Sources, bibliographie

TdR

Calendrier

Profil de l'évaluateur/trice

Liste des entretiens

Matériel d'évaluation utilisé (questionnaires, autres)

Compilation du feedback des bénéficiaires, autres acteurs sur les résultats, conclusions et recommandations.

Autres annexes

11. PROFILS RECHERCHES :

- Spécialiste en Eau, hygiène et assainissement avec une expérience reconnue dans le domaine de l'aide humanitaire ou coopération internationale. L'expérience de travail dans les aspects sociaux et communautaires de promotion de la santé et de l'hygiène est indispensable.
- Connaissance en EFSL .
- Connaissance de la Protection en Action Humanitaire.
- Expérience en méthodes d'évaluation.
- Maîtrise de la langue française, souhaitable connaissance d'arabe.

- L'équipe sera complétée avec 4 staffs nationaux – PHE, PHP, EFSL et Protection pour faciliter les prises de contact et la traduction.

11. PROCEDURES ET LOGISTIQUE

Etant donnée les contraintes sécuritaires du pays et plus spécifiquement celles de la région où l'évaluation va se dérouler, Oxfam GB prend en charge le logement, la nourriture et les déplacements des évaluateurs dans les bases d'Abéché, Goz Beida et les autres déplacements sur le terrain (logement HCR par exemple).

Les déplacements entre N'djamena et Abéché seront aussi organisés et pris en charge par Oxfam GB.

En même temps, les évaluateurs sont obligé(e) de suivre les normes de sécurité établies pour les membres expatriés des équipes Oxfam GB et relatives à la communication, au transport, au couvre-feu, au respect de la culture locale (*Voir en annexe guide de sécurité*).

Pour les aspects logistiques du transport, communication les évaluateurs suivront les procédures définies par la Coordination Logistique Oxfam GB sur le terrain, en sachant que ses interlocuteurs seront la Directrice Pays, Le Coordinateur Logistique et le Programme Manager, Goz Beida.

Il est souhaitable que les évaluateurs puissent passer leurs agendas de visites, travail, et déplacements à la Directrice Pays, pour que celle-ci organise la logistique nécessaire pour le travail.

12. HONORAIRES:

A fixer avec le Bureau de Oxfam GB.

© Oxfam GB 2009

First published online by Oxfam GB in 2010.

This document is part of a collection of programme evaluations available from Oxfam GB in accordance with its evaluation policy.

This document was originally written for internal accountability and learning purposes, rather than for external publication. The information included was correct to the evaluator's best knowledge at the date the evaluation took place. The views expressed in this report are those of the author(s) and do not necessarily reflect Oxfam's views.

The text may be used free of charge for the purposes of advocacy, campaigning, education, and research, provided that the source is acknowledged in full. The copyright holder requests that all such use be registered with them for impact assessment purposes. For copying in any other circumstances, or for reuse in other publications, or for translation or adaptation, permission must be secured and a fee may be charged. Email publish@oxfam.org.uk

For further information on the issues raised in this document email phd@oxfam.org.uk

Oxfam is a registered charity in England and Wales (no 202918) and Scotland (SC 039042). Oxfam GB is a member of Oxfam International.

www.oxfam.org.uk